|  |
| --- |
| **Déclaration numéro 8 : Nouvelles mises en gardes contre Orange-Guinée**  Le Collectif des victimes de Kaporo-Rails, Kipé 2 et Dimesse vient par le présent communiqué, dénoncer auprès de l’opinion nationale et internationale, les acquisitions illégales de terrains spoliés par la société de téléphonie mobile Orange-Guinée. Orange-Guinée avait décidé de construite son siège social sur un terrain situé à Kipé 2 (en face de la gendarmerie). Ensuite la société a fini par céder le terrain à l’Ambassade de la Turquie pour s’octroyer un domaine à Soloprimo secteur 4 Kissia (derrière le bâtiment du Ministère des Affaires étrangères sur la route de Soloprimo). Actuellement, le terrain est clôturé avec des tôles rouges et à l’intérieur, un abri de gardiennage a été installé.  Le Collectif des victimes de Kaporo-Rails rappelle que sur le terrain en question il y avait une des grandes mosquées de la zone. Aux alentours il y avait des habitations dont les propriétaires disposent de titres de propriété délivrés par l’administration.  Le Collectif des victimes de Kaporo-Rails note avec consternation les manœuvres de la société Orange-Guinée et son refus de considérer le caractère litigieux et immoral de ces transactions immobilières dans la zone de Kaporo-Rails.  Orange-Guinée a choisi de se faire complice des actions illégales de Monsieur Alpha Condé, sans évaluer les conséquences incalculables sur ses affaires et son image. La société a choisi de se moquer des souffrances de plus de **1203 familles** guinéennes dépossédées de leurs propriétés et de plus de **19,000** **citoyens** victimes d’une tragédie qu’on désigne par euphémisme comme un déguerpissement. Orange-Guinée a choisi de sponsoriser une dictature aux abois et décriée par l’opinion. La société ainsi que d’autres acquéreurs des terrains spoliés ont versé de l’argent sous forme de « ticket d’entrée » au ministère de la ville. Ces avances permettent au gouvernement de nettoyer les traces des démolitions, sans épargner des lieux sacrés comme **le cimetière de Bambéto** où sont enterrées des dizaines de victimes de la répression du gouvernement.  Le Collectif prend note de ce mépris. Il invite les victimes et leurs sympathisants à renforcer la lutte contre la spoliation et les actions de Orange-Guinée en particulier. Le Collectif informe que des actions contre ces acquisitions illégales seront initiées dans les prochains jours. Les détails des programmes seront communiqués en temps utile. Les actions dureront tant que les complices du régime n’entendront pas raison. Elles revêtiront plusieurs formes : **des manifestations de grandes envergures devant le siège de Orange-Guinée ainsi que sur le site qu’elle veut acquérir, des actions de boycott des produits Orange avec des opérations de destruction des puces de l’opérateur, des campagnes de désabonnements au profit d’autres sociétés, une pétition continue en ligne pour dénoncer les agissements de la société en Guinée.**  En outre, le Collectif compte engager avec son avocat et ses partenaires tel que Pottal Fii Bhantal Fouta Djallon, **des poursuites judiciaires** contre Orange-Guinée auprès des cours de  **collectifkapororails2019@gmail.com Téléphones : 664.68.73.94**  **/666.04.54.00/664.56.99.31/661.20.46.65** |

|  |
| --- |
| justice régionales ainsi que des tribunaux du Sénégal étant donné que Orange-Guinée est une filiale de la SONATEL.  Nous réitérons à tous nos amis et sympathisants notre volonté de ne jamais céder devant cette injustice et de ne jamais relâcher notre légitime combat.    Conakry le 11 juin 2021  Le Collectif  **collectifkapororails2019@gmail.com Téléphones : 664.68.73.94**  **/666.04.54.00/664.56.99.31/661.20.46.65** |